

## // le dossier pratique

# BTP : la carte d'identification professionnelle des salariés

## Demande, délivrance et contrôle de la carte des salariés du BTP

L'obligation de détenir une carte d'identification professionnelle a été progressivement généralisée, au cours de l'année 2017, à chaque salarié intervenant sur des chantiers du bâtiment et des travaux publics. Cette mesure issue de la loi Macron du 6 août 2015 vise à lutter contre le dumping social et la fraude au détachement dans le secteur, en permettant une identification rapide des salariés en situation régulière. Un décret du 4 juin 2019 a ajusté les modalités d'application de cette obligation, que nous vous présentons dans ce dossier.

### 1 Qui est concerné ?

#### QUI SONT LES SALARIÉS VISÉS ?

Doivent détenir une carte d'identification professionnelle tous les salariés, y compris intérimaires et/ou détachés, « qui **accomplissent, dirigent** ou organisent, **même** à titre **occasionnel**, accessoire ou secondaire, sur un site ou un chantier de travaux de bâtiment, de travaux publics ou de **travaux** d'excavation, de **terrassement**, d'assainissement, de **construction**, de montage et démontage d'éléments préfabriqués, d'**aménagements** ou équipements intérieurs ou extérieurs, de réhabilitation ou de rénovation, de **démolition** ou de transformation, de curage, de maintenance ou d'**entretien** des ouvrages, de réfection ou de réparation, ainsi que de peinture et de nettoyage afférents à ces travaux, et toutes **opérations annexes** qui y sont directement liées » (*C. trav.*, art. R. 8291-1, al. 1<sup>er</sup> *modifié*).

*A contrario*, les salariés qui ne se rendent jamais sur les chantiers ne sont pas concernés par la carte BTP.

En outre, la réglementation **exclut** expressément du champ d'application de la carte d'identification professionnelle les **architectes**, **diagnostiqueurs** immobiliers, **mètres**, **coordonateurs** en matière de **sécurité** et de protection de la santé, **chauffeurs** et livreurs, géomètres-topographes et géomètres-experts, même lorsqu'ils travaillent sur un site ou chantier de travaux de BTP (*C. trav.*, art. R. 8291-1, al. 5 *modifié*).

**À NOTER** L'Union des caisses de France (UCF) Congés intempéries BTP, association

qui délivre les cartes, précise sur son site internet que sont dispensés de l'obligation de détenir la carte, même s'ils sont régulièrement présents sur un chantier : les cadres dirigeants, cadres exerçant une mission de management d'équipe n'intervenant pas sur un chantier ou responsables de services supports (gestion de la paie, gestion des risques, maintenance informatique, prévention et sécurité, service achat et approvisionnement, gestionnaire des stocks, etc.), dès lors qu'ils n'exécutent pas l'un des travaux précités ; les salariés ne concourant pas à la conduite des opérations matérielles et à la supervision directe des chantiers ; les stagiaires ; les agents de nettoyage intervenant après la date de livraison du chantier ; les techniciens de laboratoire ou de chantier ; les chauffeurs poids lourds se limitant à des prestations de transport de marchandises ou de matériels ; et les salariés des fournisseurs d'équipements affiliés à la convention collective de la métallurgie réalisant des prestations de fourniture ou de livraison d'appareils ou de produits d'équipements destinés au fonctionnement du bâtiment ou de l'ouvrage et n'exécutant pas l'une des opérations précitées.

#### QUELLES SONT LES ENTREPRISES CONCERNÉES ?

Doivent faire les démarches d'obtention de la carte d'identité professionnelle :

- les **employeurs établis en France** qui emploient un ou plusieurs salariés effectuant l'un ou plusieurs des travaux mentionnés ci-avant ;
- les **entreprises de travail temporaire établies en France** qui emploient un ou plusieurs salariés effectuant l'un ou plusieurs des travaux mentionnés ci-avant ;

À CLASSER SOUS

CONTRÔLE

TRAVAIL ILLÉGAL

01 / 19

- les **employeurs établis hors de France** qui **détachent** un ou plusieurs salariés pour effectuer l'un ou plusieurs des travaux mentionnés ci-avant dans le cadre d'une prestation de services internationale ;
- les **entreprises utilisatrices** ayant recours à des **salariés détachés intérimaires** pour effectuer l'un ou plusieurs des travaux mentionnés ci-avant ;
- et les entreprises établies hors de France employant un ou plusieurs salariés immatriculés au régime de sécurité sociale français et tenues de remplir leurs obligations relatives aux déclarations et versements des contributions et cotisations sociales d'origine légale ou conventionnelle auprès de l'Urssaf compétente, lorsque leurs salariés effectuent l'un ou plusieurs des travaux mentionnés ci-avant (*C. trav., art. R. 8291-1 modifié*).

**À NOTER** « Les particuliers employeurs ne sont pas considérés comme des entreprises, donc leurs salariés ne relèvent pas de la carte BTP », précise l'UCF sur son site.

## 2 Comment demander la carte ?

### QUI PROCÈDE À LA DEMANDE ?

#### ■ Demande pour les salariés non détachés

L'**employeur** du salarié concerné effectue une **déclaration** afin d'obtenir une carte d'identification professionnelle des salariés du BTP (*C. trav., art. R. 8293-1, I*). L'entreprise de travail temporaire (ETT) ne doit effectuer la déclaration que pour les salariés intérimaires ne disposant pas d'une carte en cours de validité au début de leur mission (*C. trav., art. R. 8293-1, II ; v. ci-après « Durée de validité de la carte »*).

#### ■ Demande pour les salariés détachés

**La déclaration de détachement vaut demande de carte BTP...**

La **déclaration de détachement** effectuée par l'employeur établi à l'étranger d'un salarié réalisant des travaux du BTP **vaut déclaration** en vue d'une **demande** de carte d'identification des salariés du BTP (*C. trav., art. R. 8293-2*). L'employeur n'a donc pas de déclaration supplémentaire à effectuer dans cette situation. C'est le système d'information des détachements **Sipsi** qui transmet les données nécessaires à l'UCF. Une fois cette transmission opérée, l'UCF informe l'employeur ou son représentant en France de l'obligation de lui adresser certaines informations (*v. ci-dessous*) et de procéder au télépaiement de la redevance (*C. trav., art. R. 8293-4*).

**... sauf pour les salariés détachés intérimaires**

Par dérogation, l'**entreprise utilisatrice** de salariés **détachés** employés par une ETT établie à l'étranger doit effectuer elle-même la déclaration en vue d'une demande de carte BTP (*C. trav., art. R. 8293-3*).

### À QUEL ORGANISME S'ADRESSER ?

La déclaration doit être adressée à l'**Union des caisses de France CIBTP (UCF)**. Cet organisme national est le coordinateur du réseau des caisses de congés payés pour le secteur du BTP (« Congés intempéries BTP »). Il est chargé de la gestion administrative, technique et financière de la carte BTP (*C. trav., art. R. 8291-2*).

Les charges de l'UCF liées à la mission de gestion de la carte BTP sont couvertes par une **redevance** due par les employeurs ou les entreprises utilisatrices concernés par le dispositif. Le montant de cette redevance est fixé par l'UCF (*C. trav., art. R. 8291-3 ; v. montant ci-dessous*).

### COMMENT PROCÉDER À LA DÉCLARATION ?

#### ■ Information préalable du salarié

Avant d'effectuer la déclaration, l'employeur doit informer le salarié de la **transmission des données à caractère personnel** le concernant à l'UCF (*C. trav., art. R. 8293-1, III*).

Cette obligation s'applique également à l'égard des salariés détachés, dont la déclaration de détachement par l'employeur vaut déclaration en vue d'une demande carte BTP (*C. trav., art. R. 8293-2 ; v. ci-avant*).

**À NOTER** L'employeur peut informer les représentants du personnel des modalités de cette information des salariés.

#### ■ Modalités de la déclaration

La déclaration s'effectue par **voie dématérialisée** sur le site internet créé à cet effet par l'UCF : [www.cartebtp.fr](http://www.cartebtp.fr). Elle doit être effectuée **lors** de l'**embauche** du salarié, ou **au début** de la **mission** pour les **intérimaires** ne disposant pas de carte BTP en cours de validité (*C. trav., art. R. 8293-1*).

#### ■ Paiement d'une redevance

Au moment de la déclaration, l'employeur, ou l'entreprise utilisatrice dans le cas d'un salarié intérimaire détaché, doit s'acquitter d'une redevance par **télépaiement**, soit par carte bancaire, soit par virement bancaire. À défaut de paiement, la carte n'est pas délivrée (*C. trav., art. R. 8293-6*).

L'UCF a fixé le montant de la redevance à 10,80 € par carte demandée, quels que soient le type d'entreprise ou son pays d'établissement, le statut du salarié et le nombre total de cartes demandées à l'occasion d'une même déclaration.

### QUELLES INFORMATIONS FOURNIR ?

La déclaration comporte obligatoirement certaines informations relatives au salarié, à son employeur ou à l'entreprise utilisatrice.

Si l'une des informations données devient inexacte après réception de la carte (changement de nom du salarié, modification de l'adresse des travaux, etc.), l'**employeur** ou l'entreprise utilisatrice doit **informer** l'UCF de la **modification** dans les **24 heures** (*C. trav., art. R. 8295-3*).

#### ■ Informations fournies dans le cadre de la déclaration auprès de l'UCF

La déclaration effectuée par un employeur ou une ETT établi en France, un employeur établi hors de France dont le salarié est affilié à la sécurité sociale française, ou une entreprise utilisatrice d'un salarié intérimaire détaché, doit être accompagnée des renseignements suivants (*C. trav., art. R. 8293-1 modifié et R. 8293-3*).

##### **Données personnelles sur le salarié**

Le déclarant doit renseigner les **nom et prénom(s)** du salarié, son **sex**, ses **date et lieu de naissance**, sa **natio-**

nalité, la nature de son **contrat de travail**, et le cas échéant, le statut de « salarié intérimaire ». Il doit également fournir une photographie d'identité numérisée du salarié. Si ce dernier est titulaire d'une autorisation de travail ou d'une carte de séjour valant **autorisation de travail**, le numéro de cette carte doit également être fourni (*C. trav., art. R. 8295-2, 1°*; *C. trav., art. R. 8292-2, 2°*).

#### Renseignements sur l'employeur ou l'entreprise utilisatrice

Éventuellement, l'entreprise (sauf ETT) peut communiquer son **logo** lors de la demande, afin qu'il soit apposé sur la carte (*C. trav., art. R. 8292-2*).

##### Pour les personnes physiques

Le déclarant doit renseigner :

- son **identité** (nom, prénoms, sexe, date et lieu de naissance) ;
- sa nationalité ;
- son **numéro Siren** ou Siret ou, à défaut, le numéro d'immatriculation à un registre professionnel ou à un organisme chargé du recouvrement des cotisations de sécurité sociale ;
- ses **adresses** professionnelles postale et électronique ;
- et l'**activité principale** exercée (APE/NAF) (*C. trav., art. R. 8295-2, 2°, a*).

##### Pour les personnes morales

Le déclarant doit renseigner :

- sa **raison sociale** ;
- son objet social ou son statut ;
- l'identité de son représentant légal ou du représentant en France (nom, prénoms, sexe, date et lieu de naissance) ;
- son **numéro Siren** ou Siret ou, à défaut, le numéro d'immatriculation à un registre professionnel ;
- l'**adresse** de son siège social ;
- et l'**activité principale** exercée (APE/NAF) (*C. trav., art. R. 8295-2, 2°, b*).

#### Renseignements relatifs au chantier pour les salariés intérimaires

Dans sa déclaration, l'entreprise de travail temporaire ou l'entreprise utilisatrice d'intérimaires détachés doit renseigner l'**adresse**, la **date** de début du chantier et sa durée prévisible ou sa date de fin (*C. trav., art. R. 8295-2, 3°*).

#### ■ Informations fournies dans le cadre du détachement par une entreprise prestataire de services établie à l'étranger

À la suite de la transmission par le Sipsi des données relatives au détachement (*v. ci-avant « Demande pour les salariés détachés »*), l'UCF demande à l'employeur ou à son représentant en France de lui adresser, *via* le site internet dédié, la **photographie d'identité** de chaque salarié détaché, l'information relative à la nature de leur contrat et, le cas échéant, le numéro de leur **autorisation de travail** ou de leur carte de séjour valant autorisation de travail.

Elle lui demande également d'effectuer le télépaiement de la redevance due (*C. trav., art. R. 8293-4, al. 1<sup>er</sup> modifié*).

**À NOTER** Toute déclaration non conforme est rejetée et la carte n'est pas délivrée. La transmission d'une photographie d'identité ne respectant pas les normes prévues par l'article 6-1 du décret n° 2005-1726 du 30 décembre 2005 relatif aux passeports constitue un motif valable de non-délivrance de la carte ou d'invalidation de la carte délivrée par l'UCF (*C. trav., art. R. 8293-4, al. 2 modifié*).

#### ASSUJETTISSEMENT À LA CARTE BTP : L'EMPLOYEUR OU UNE ORGANISATION PATRONALE PEUT INTERROGER L'ADMINISTRATION

##### • Conditions de recevabilité de la demande

L'employeur, ou une organisation professionnelle d'employeurs représentative au niveau de la branche professionnelle, peut adresser au Direccte toute demande « précise, nouvelle et présentant un caractère sérieux » portant sur l'application du dispositif de la carte BTP à sa situation.

Toutefois, la demande n'est pas recevable dès lors qu'un agent de contrôle de l'inspection du travail a engagé un contrôle sur le respect des obligations relatives à la carte BTP (*C. trav., art. L. 8291-3*).

##### • Modalités pratiques de la demande

L'employeur adresse sa demande au Direccte de la région dans laquelle est établie l'entreprise ou situé l'établissement employant les salariés concernés ou, à défaut d'établissement en France, de la région dans laquelle est situé le lieu de la prestation envisagée ou, en cas de pluralité de lieux, de la première des prestations envisagées.

Lorsque c'est une organisation patronale qui réalise la demande, elle doit être adressée à la Direction générale du travail (DGT).

Dans tous les cas, la demande est présentée par tout moyen conférant date certaine à sa réception et accompagnée d'une description détaillée des travaux ou opérations assignés aux salariés concernés (*C. trav., art. R. 8291-1-1*).

##### • Réception de la demande et décision de l'administration

Si la demande est incomplète, l'administration invite son auteur à fournir les éléments complémentaires nécessaires, dans les mêmes formes que la demande.

L'autorité administrative se prononce dans un délai de trois mois à compter de la date de réception de la demande de rescrit, ou des éléments complémentaires demandés (*C. trav., art. R. 8291-1-1*).

Sa décision est opposable pour l'avenir à l'ensemble des agents de l'administration du travail ainsi qu'aux agents des impôts et des douanes, tant que la situation de fait exposée dans la demande ou la législation au regard de laquelle la situation a été appréciée n'auront pas été modifiées ou jusqu'à ce que l'autorité administrative notifie au demandeur une modification de son appréciation (*C. trav., art. L. 8291-3*).

#### COMMENT SONT PROTÉGÉES LES DONNÉES PERSONNELLES ?

Les informations relatives aux salariés, aux employeurs et aux entreprises utilisatrices qui sont transmises lors de la déclaration sont **sauvegardées** dans le système d'information de la carte d'identification professionnelle (SI-CIP). Celui-ci sert à la délivrance de la carte et à la gestion et au suivi du dispositif afférent (*C. trav., art. R. 8295-1 modifié*).

Les modalités de ce traitement automatisé des données sont définies par l'arrêté du 20 mars 2017 (*JO 21 mars, NOR : ETST1708820A*). Ce texte précise notamment que les salariés titulaires d'une carte BTP disposent du **droit de rectification** des données les concernant. Ce droit s'exerce auprès de l'employeur ou, dans le cas d'un salarié intérimaire détaché, auprès de l'entreprise utilisatrice. En revanche, les salariés ne disposent **pas du droit de s'opposer** au traitement de leurs données (*art. 3 de l'arrêté*). En outre, les données à caractère personnel et les informations enregistrées dans le système d'information SI-CIP sont **conservées** pendant une durée de **cinq ans** à compter de la dernière invalidation de la carte BTP (*art. 5 de l'arrêté*).

**À NOTER** Les données nominatives recueillies par l'UCF ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles liées à la gestion de la carte BTP (*C. trav., art. R. 8291-4*).

### 3 Comment est délivrée la carte et pour quelle durée ?

#### ► Remise d'une attestation provisoire

Dès que la déclaration a été effectuée et le paiement validé, l'UCF délivre une **attestation provisoire valant carte d'identification** professionnelle par voie matérialisée à l'employeur, à son représentant ou à l'entreprise utilisatrice qui doit ensuite la remettre au salarié. Sa **durée de validité** est limitée : elle cesse dans un délai maximal de 72 heures à compter de la date de transmission par l'UCF de la carte à l'employeur, à son représentant ou à l'entreprise utilisatrice (*C. trav., art. R. 8294-2*). La durée de validité de l'attestation provisoire devait être fixée par l'arrêté précité du 20 mars 2017 mais tel n'a pas été le cas.

**À NOTER** Selon l'UCF, l'employeur peut transmettre l'attestation provisoire aux salariés par courrier électronique. Et, les salariés peuvent la présenter au contrôleur via leur smartphone, sans avoir à l'imprimer.

#### ► Remise de la carte

L'UCF adresse la carte d'identification professionnelle à l'employeur, au représentant de l'employeur ou à l'entreprise utilisatrice (*C. trav., art. R. 8294-1*) qui la remet au salarié.

L'UCF indique que le temps moyen nécessaire pour obtenir la carte est de sept jours à compter de la demande si le paiement de la redevance a été effectué par carte bancaire et de dix jours si le paiement a été effectué par virement.

La carte comporte notamment une **photographie d'identité** du salarié, des mentions relatives à son **identité** (nom, prénoms et sexe) et à son **entreprise**, ainsi qu'un **code Q-R** dont la lecture (par exemple, avec un téléphone mobile) permet de vérifier la validité de la carte et d'accéder aux informations relatives au salarié et à son emploi qui sont stockées dans le système d'information SI-CIP (*C. trav., art. R. 8292-1 et R. 8292-2; Arr. du 20 mars 2017 précité, art. 4*).

S'agissant des **travailleurs détachés**, l'employeur accompagne la remise de la carte d'identification professionnelle BTP de la fourniture d'un **document écrit informatif** détaillant la **réglementation** française du droit du travail **applicable** à ces salariés et les modalités selon lesquelles ils peuvent faire valoir leurs droits. Ce document doit être rédigé dans une langue comprise par les salariés concernés. Son modèle, fixé par arrêté, est mis à disposition par l'UCF sur le site [www.cartetbtp.fr](http://www.cartetbtp.fr) (*C. trav., art. L. 8291-1 et R. 8294-8; Arr. du 12 juillet 2017, JO 26 juillet, NOR: MTRT1718329A*).

#### ► Durée de validité de la carte

La durée de validité de la carte d'identification professionnelle des salariés du BTP est :

- celle du **contrat de travail** ou la durée totale des **contrats successifs** pour les salariés d'une entreprise établie en France et pour les salariés d'une entreprise établie hors de France qui sont immatriculés au régime de sécurité sociale français ;
- de **cinq ans** pour les salariés **intérimaires** employés par une ETT établie en France ;
- celle du **détachement** pour les salariés, y compris intérimaires, détachés en France par une entreprise prestataire de services établie à l'étranger (*C. trav., art. R. 8292-3 modifié*).

Le renouvellement de la carte d'un salarié intérimaire dont l'employeur est établi en France, à l'expiration de la durée de validité de cinq ans, s'effectue dans les mêmes conditions que pour la déclaration initiale en vue de la demande de la carte (*C. trav., art. R. 8292-4*).

**À NOTER** Lors de la cessation de son contrat de travail ou à l'issue de son détachement en France, le salarié doit remettre sa carte d'identification professionnelle à son employeur ou à son entreprise utilisatrice afin que celui-ci la remette à l'UCF. Cette dernière se chargeant ensuite de la détruire (*C. trav., art. R. 8294-4*).

#### ► Dégradation, perte ou vol de la carte

Le salarié titulaire de la carte doit signaler dans les 24 heures toute dégradation, perte ou vol de sa carte auprès de son employeur ou de l'entreprise utilisatrice s'il est salarié d'une ETT établie à l'étranger. Celui-ci doit alors en informer l'UCF selon la procédure prévue par cette dernière afin qu'elle procède à l'invalidation de la carte. L'employeur ou l'entreprise utilisatrice doit ensuite demander une nouvelle carte à l'UCF et s'acquitter, à cette occasion, de la redevance (*C. trav., art. R. 8294-3*).

### 4 Qui peut contrôler la carte ?

#### AGENTS DE CONTRÔLE DU TRAVAIL ILLÉGAL

Tout **agent de contrôle** compétent en matière de travail illégal (inspection du travail, Urssaf, police judiciaire, etc.) peut demander, à tout moment, à un salarié présent sur un chantier du BTP, la présentation de la carte d'identification professionnelle ou, le cas échéant, de l'attestation provisoire. Le salarié devant la présenter **sans délai** (*C. trav., art. R. 8294-5*).

Le code Q-R figurant sur la carte permet de vérifier la validité de cette dernière et, pour les salariés intérimaires, l'existence d'une mission en cours. Les agents de contrôle compétents en matière de travail illégal ont également accès, au moyen de ce code, aux données stockées dans le système d'informations SI-CIP (*C. trav., art. R. 8292-1, 3° modifié*).

Les agents de contrôle compétents peuvent également accéder à ces données en effectuant une recherche au sein de la base à partir de tout critère pertinent, après vérification de leur identité et de leur qualité selon un protocole d'identification sécurisée (*Arr. du 20 mars 2017 précité, art. 4, al. 3*). Cela permettant de vérifier la situation du salarié, même s'il a oublié sa carte.

**À NOTER** En pratique, le règlement intérieur de l'entreprise peut prévoir une clause rappelant l'obligation pour les salariés de détenir la carte d'identification lorsqu'ils travaillent sur un chantier, sous peine de sanction disciplinaire.

#### MAÎTRES D'OUVRAGE

Tout maître d'ouvrage ou tout donneur d'ordre intervenant sur le chantier où le salarié exerce son activité peut exiger qu'il lui présente sans délai sa carte ou son attestation provisoire (*C. trav., art. R. 8294-7*). Il peut vérifier la validité de la carte et, pour les salariés intérimaires, l'existence d'une mission en cours au moyen du code Q-R figurant sur la carte (*C. trav., art. R. 8294-6 modifié et R. 8292-1, 3° modifié*).

Il peut aussi vérifier auprès de l'UCF que les salariés de son **cocontractant**, d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant, ont bien été



déclarés et que leurs cartes BTP ou attestations provisoires ont été émises (*C. trav., art. R. 8294-6 modifié*).

## 5 Quelles sanctions contre l'employeur défaillant?

Si, lors d'un contrôle, un agent de l'inspection du travail ou de la direction générale des **finances publiques** ou de la direction générale des **douanes** et des droits indirects constate que la **déclaration** auprès de l'UCF **n'a** pas été **réalisée** ou que les informations nécessaires n'ont pas été transmises, il transmet un **rapport au Direccte**, qui peut alors décider de prononcer une **amende** administrative (*C. trav., art. R. 8115-7 et R. 8115-8 nouveau*).

Le **montant** de l'**amende** peut atteindre **2 000 €** par salarié concerné, voire **4 000 €** dans le cas d'une récidive de l'employeur ou de l'entreprise utilisatrice dans l'année suivant la notification de la première amende. Le montant total de l'amende infligée est plafonné à **500 000 €**. L'administration a **deux ans** pour agir contre des manquements à l'obligation de déclaration à compter du jour où ils ont été commis. L'employeur ou l'entreprise utilisatrice qui souhaite contester la décision du Direccte doit le faire devant le **tribunal administratif** (*C. trav., art. L. 8291-2*).

---

SOURCE// • D. n° 2019-555 du 4 juin 2019, JO 5 juin

---



CONSULTER LES DOCUMENTS SUR:  
[liaisons-sociales.fr](http://liaisons-sociales.fr)